



## Baleines coréennes

La Corée du Sud a indiqué, dimanche 2 janvier, qu'elle allait durcir les règles destinées à lutter contre la chasse illégale à la baleine. Les dispositions vont obliger les pêcheurs à déclarer immédiatement les prises « accidentelles » de baleines et à encadrer la vente de la viande.



## Pétrole dans le Niger

Le delta du Niger, où se trouve le meilleur brut du monde, a été pollué par quelque 3700 fuites de pétrole en 2010, selon les statistiques des autorités nigériennes. Ces pollutions, dues aux centaines d'oléoducs vieux et rouillés, affectent régulièrement les puits d'eau potable.



## « Labo Planète »

Jacques Testart, Catherine Bourgain et Agnès Sinaï montrent dans cet ouvrage que les défis du XXI<sup>e</sup> siècle imposent un dialogue renouvelé entre les laboratoires et la société : orienter la recherche relève avant tout d'un choix politique. Mille et Une Nuits, 176 p., 10 euros

# « Notre modèle actuel de croissance crée des dommages irréversibles sur l'environnement »

L'économiste britannique Tim Jackson critique la culture de la consommation et l'obsession de la productivité

## Entretien

Professeur et chercheur à l'université du Surrey (Grande-Bretagne), Tim Jackson est un économiste atypique.

En 2000, il devient le titulaire de la première chaire de développement durable créée au Royaume-Uni, à l'université de Surrey. Il y fonde aussi une unité de recherche croisant l'économie, la psychologie et la sociologie.

En 2004, nommé à la commission du développement durable créée par le gouvernement de Tony Blair, le chercheur dirige le travail du groupe « Redefining Prosperity » qui le conduit à écrire *Prosperité sans croissance*, livre publié en 2007 au Royaume-Uni, et deux ans plus tard en France (De Boeck). C'est l'un des ouvrages d'économie environnementale les plus marquants de ces dernières années. Alors que 2011 débute, M. Jackson livre son pronostic sur la croissance et sur les moyens de faire évoluer le modèle économique actuel, qu'il critique largement.

### La croissance peut-elle reprendre en 2011 ?

En ce qui concerne les économies occidentales, la réponse est probablement non. Les mécanismes destinés à maintenir la croissance ont fragilisé le système économique en développant un endettement toxique qui a conduit à l'effondrement des marchés financiers. Or les éléments de cette dynamique de crise restent à l'œuvre aujourd'hui, car l'expansion monétaire illimitée est par nature instable. De surcroît, le prix du pétrole repart à la hausse.

L'autre aspect de la question est de savoir si l'on peut poursuivre la croissance sans dommages environnementaux irréversibles, sachant que nous vivons dans un monde fini. Pour y parvenir, il faudrait découpler la croissance de la production matérielle, créer de la valeur économique non dans les biens, mais dans les services : loisir, santé, éducation...

### Est-ce la tendance suivie jusqu'à présent ?

Non. Les progrès d'efficacité énergétique restent inférieurs à l'expansion de l'économie. De même, les tendances en ce qui concerne la forêt, l'eau ou l'érosion des sols vont dans le mauvais sens. Depuis vingt ans, le discours

### « La course à la nouveauté est en conflit avec le souhait de beaucoup de se satisfaire de l'existant »

officiel proclame que la technologie, en dématérialisant l'économie, va résoudre l'impact environnemental négatif de la croissance. Mais ce découplage ne se produit pas. Le niveau de technologie nécessaire pour y parvenir est irréaliste. Ce n'est pas très populaire de le dire, mais la technologie ne peut plus être considérée comme la solution à nos difficultés.

### La croissance verte est-elle une piste crédible ?

Il est bien sûr utile d'investir dans une meilleure productivité des ressources et dans les technologies faiblement carbonées. Mais

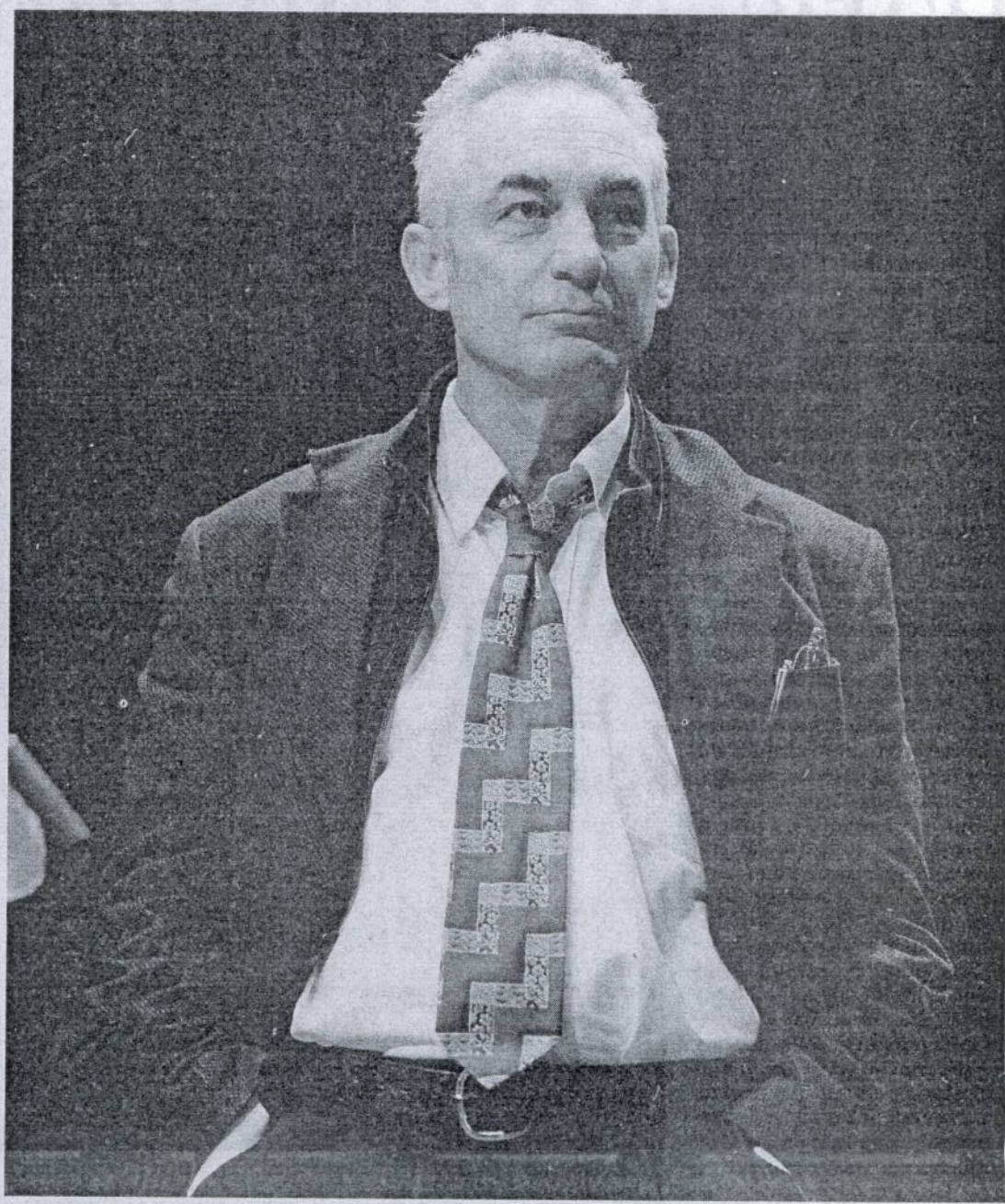
il n'empêche, on retombe toujours sur le même problème : quelle croissance pouvons-nous atteindre grâce à ces technologies ? Si vous n'analysez pas en profondeur la dynamique du système, vous faites des hypothèses irréalistes sur l'efficacité de la technologie

### Quelle solution proposez-vous ?

Notre culture repose sur un appétit continu pour la nouveauté, qui est le langage symbolique des objets. Nous avons encouragé systématiquement le comportement individualiste et matérialiste. Cette psychologie collective est indispensable au modèle actuel, car si les dépenses baissent, il s'écroule. Mais en récession, par exemple, il est à noter que les gens épargnent davantage spontanément, ce qui pénalise le système. Cette épargne supplémentaire – qui se traduit par une moindre consommation – prouve que le modèle économique actuel peut être en contradiction avec le comportement des gens. En fait, l'altruisme est aussi présent chez l'homme que l'individualisme. De même, la course à la nouveauté est en conflit avec le souhait de beaucoup de se satisfaire de l'existant. Dans ces conditions, pourquoi privilégier ce côté individualiste du consommateur, qui n'est qu'une part de la psyché humaine, et l'encourager systématiquement ?

### Comment remodeler le système économique ?

Il faut suivre trois démarches. La première est d'admettre que l'expansion économique a ses limites. Nous savons que nos ressources ne sont pas infinies, nous connaissons et mesurons l'impact



GILLES ROLLE/REA

écologique de nos modes de vie, nous devons donc définir les règles d'une économie fonctionnant dans ce cadre.

La deuxième est de réguler le marché financier, et plus largement la façon dont nous envisageons l'investissement et le profit. Les capitalistes distribuent le profit comme ils le souhaitent. Mais il faudrait mesurer ce dernier autrement – pas seulement en termes financiers, mais aussi en prenant en compte le social et l'environnemental – et le ramener au bénéfice de la communauté.

Le troisième point vise à changer la logique sociale. Le gouvernement peut agir en modifiant la structure des incitations, en fournissant aux gens les moyens de

s'épanouir autrement, d'une façon moins matérialiste. Mais cela peut-il permettre de combattre le chômage ?

Le capitalisme actuel poursuit l'augmentation continue de la productivité du travail, si bien qu'on produit la même chose avec toujours moins de gens. Si vous acceptez cette idée que la hausse de la productivité est la clé du progrès économique, vous n'avez que deux options : l'une c'est d'avoir moins d'emplois dans l'économie, l'autre est d'en avoir autant, ce qui signifie toujours plus de croissance – qui se heurte aux limites des ressources et de l'environnement. Le choix est donc soit de conserver la croissance de la productivité et d'ad-

mettre par conséquent qu'il y aura moins de travail dans l'économie, ce qui signifie la mise en place de politiques de réduction du temps de travail ; soit opter pour la fin de la hausse de la productivité, et développer les services sociaux – éducation, aide sociale, maintien des espaces publics, rénovation des bâtiments, etc.

Ces activités sont naturellement intensives en travail : leur qualité ne s'améliore pas par une augmentation de la productivité, au contraire. Si l'on suit ce choix, il y aura certes une baisse des profits, et moins de productivité telle qu'elle est conventionnellement mesurée, mais plus d'emplois...

Propos recueillis par Hervé Kempf

## Inondations Le bilan s'alourdit en Australie

Les inondations qui frappent l'est du continent australien ont déjà fait trois morts. Lundi 3 janvier, les corps de deux personnes disparues depuis samedi ont été découverts. Le toit d'un cinéma s'est effondré, à Bathurst, à 175 km à l'ouest de Sydney, blessant 36 personnes. L'armée de l'air a acheminé, lundi, des vivres et des médicaments vers la ville de Rockhampton (77 000 habitants), coupée du reste du pays. A Surat, ville du sud du Queensland, l'Etat le plus touché, la police a été déployée pour lutter contre les risques de pillages. Ces inondations, qui ont touché 22 bourgades, affectent quelque 200 000 personnes. – (AFP.)

## Chili Un tremblement de terre provoque la panique

Un séisme de magnitude 6,9 a secoué, dimanche 2 janvier, le centre du Chili, entraînant des scènes de panique, sans faire toutefois de victimes ni de dégâts matériels, a annoncé le Bureau national des urgences. Aucune alerte

## Le Grand Lyon met en place un plan de prévention du bruit

L'agglomération consulte les habitants pour établir une nouvelle cartographie des nuisances sonores

### Lyon Correspondance

Les Lyonnais sont invités jusqu'au 31 janvier à formuler leurs remarques sur les bruits routiers, ferroviaires, aériens, industriels et les raffuts nocturnes qui polluent leur quotidien. La ville a en effet décidé qu'il était temps de baisser le volume.

Le 25 octobre, le conseil communautaire du Grand Lyon a annoncé la mise en place d'un plan de prévention du bruit qui vise à sa réduction à la source et à la limitation des situations les plus critiques. Il s'agit aussi, parallèlement, de structurer le développement urbain en intégrant la question de l'environnement sonore.

« Des choses existent déjà », rappelle Mireille Elmalan, vice-présidente (PC) du Grand Lyon, chargée de la lutte contre le bruit, citant les

La synthèse de l'enquête menée auprès des Lyonnais aidera à modifier la première cartographie du bruit, établie en 1997 comme dans chaque agglomération de plus de 250 000 habitants. En 2012, les villes de plus de 100 000 habitants devront en faire autant.

Il est clair que le bruit est ressenti comme une véritable nuisance pour la qualité de vie. Selon une enquête, réalisée en 2006, 29 % des habitants de la communauté urbaine de Lyon estimaient que le bruit était « un réel problème ». Pour 35 % d'entre eux, les nuisances sonores avaient même empiré au cours des dix dernières années. Deux sources principales étaient mises en cause : le voisinage et la circulation routière.

En 2007, 34 % de la population du Grand Lyon vivait en zone rouge-bleu, c'est-à-dire avec un bruit égal ou supérieur à 68 décibels.

plus que 47 % du trafic dans le centre-ville de Lyon.

« On porte facilement plainte contre les nuisances sonores d'un voisin ou d'un établissement, jamais contre celui de la circulation, contre lequel on est persuadé de ne pouvoir rien faire », explique un employé des services techniques du Grand Lyon.

### Ressenti

« Certes, on n'a pas de réponse dans nos cartons pour les 20 000 tronçons de voies de l'agglomération, mais déjà, des solutions existent pour les grands axes », ajoute-t-il, citant la pose de balises de contrôle du bruit avant le démarrage des travaux rue Garibaldi, une artère traversant le centre de la ville et dont les passages en sous-sol vont être supprimés. « Aujourd'hui, les automobilistes y roulent vite. Mais dès que le nombre de

Le contexte reste difficile. « Au-delà du bruit réel et mesurable en décibels, les nuisances sonores posent surtout le problème du ressenti des personnes », explique-t-on dans les services de la Communauté urbaine de Lyon.

Les diagnostics varient en fonction de la source des nuisances sonores. « Le bruit routier apparaît comme constant alors que le bruit ferroviaire, plus localisé, perturbe plus particulièrement la nuit. Le bruit aérien est d'une moindre ampleur, car il ne touche que deux communes : Bron et Corbas, qui disposent chacune d'un aéroport. » Mais rien n'apparaît en revanche dans les rapports du Grand Lyon sur l'aéroport Saint-Exupéry, situé, il est vrai, en dehors de la Communauté urbaine. Quant aux nuisances sonores industrielles, elles sont localisées autour de la raffinerie de Feyzin et près des carrières. Le reste

1999, la Communauté urbaine, respectant une directive européenne de 2002, a constitué en 2006 un observatoire du bruit (quatre autres verront le jour en France en 2011, dans les agglomérations de Grenoble, Saint-Etienne, Aix-en-Provence et Nice).

Outre la réalisation d'études et de mesures du bruit sur l'agglomération lyonnaise, l'observatoire lyonnais « Acoucté » – créé avec l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme ; et le Centre scientifique et technique du bâtiment – est un pôle de compétences qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherche et les besoins opérationnels des villes, de plus en plus nombreux compte tenu du développement